

ENA: le double discours de Nathalie Loiseau

PAR LAURENT MAUDUIT
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 1 MAI 2019

Peu après qu'Emmanuel Macron eut annoncé son intention de supprimer l'ENA, Nathalie Loiseau s'est dite «*soulagée qu'on donne un coup de pied dans la fourmilière* ». Selon un document retrouvé par Mediapart, elle disait en 2017 exactement le contraire : «*Supprimer l'ENA devient l'argument des hommes politiques sans idées ou des journalistes sans culture.* »

Plus les jours passent, plus la tête de liste pour l'élection européenne de La République en marche (LREM) Nathalie Loiseau multiplie les faux pas. Il y a eu ainsi ses explications emberlificotées à la suite des **révélations de Mediapart** concernant sa présence sur une liste étudiante d'extrême droite dans sa jeunesse ; il y a eu sa déclaration de candidature maladroite ; il y a eu encore la bande dessinée pour enfants sur l'Europe, assortie d'un dérapage homophobe ; et puis il y a eu cette réaction stupéfiante de l'intéressée sur la suppression annoncée par Emmanuel Macron de l'École nationale d'administration (ENA).

Dans ce dernier cas, la maladresse de Nathalie Loiseau est spectaculaire. Après qu'Emmanuel Macron eut annoncé, lors de sa conférence de presse, son intention de supprimer l'ENA, la tête de liste LREM a multiplié les déclarations pour approuver le projet du chef de l'État. Sur Radio J, jeudi 25 avril, elle s'est dite ainsi «*soulagée qu'on donne un coup de pied dans la fourmilière* ». Un commentaire pour le moins étrange de la part d'une personnalité qui avait été directrice de l'ENA de 2012 à 2017. Soit elle a occupé ces fonctions par conviction, et elle ne peut applaudir aujourd'hui le projet du chef de l'État, soit elle pense de longue date qu'il fallait donner un «*coup de pied dans la fourmilière* », et dans ce cas, on ne comprend guère pourquoi elle a occupé ces fonctions.

Interrogée lundi 29 avril sur France Culture, Nathalie Loiseau a évoqué en outre le «*conservatisme de la haute administration* » auquel elle s'est heurtée

lorsqu'elle a pris la direction de l'école. «*Je n'ai pas été accueillie avec des fleurs en n'étant pas ancienne élève de l'ENA, femme et moins de 50 ans* », a-t-elle déclaré, avant d'ajouter : «*J'avais l'impression d'être une romanichelle quand je suis arrivée à la tête de l'ENA* », a-t-elle confié. Tollé sur les réseaux sociaux, et nouvel embarras dans la majorité (la secrétaire d'État chargée des affaires européennes, Amélie de Montchalin, évoque des «*mots maladroits* »).

Or la maladresse de la candidate aux européennes est encore plus grande qu'il n'y paraît. Car si l'on en croit un entretien donné par la même Nathalie Loiseau dans le passé, elle ne pense pas un mot de ce qu'elle dit aujourd'hui.

Mediapart a en effet retrouvé la trace de l'entretien que Nathalie Loiseau a accordé au début de 2017 à la *Revue internationale et stratégique* (2017/1, n° 105), dont le sommaire est régulièrement publié par le **site internet Cairn.info**. Dans cet entretien (*le début peut être consulté ici*), l'intéressée, qui est donc à l'époque directrice de l'ENA, est interrogée sur l'avenir de l'école et les polémiques régulières qu'elle suscite.



«*Certains discours politiques remettent justement en cause l'existence de l'ENA en ce qu'elle ne serait plus adaptée au monde actuel. Quel est, pour vous, l'enjeu de la formation à la haute administration dans le monde globalisé ?* », lui demande ainsi la revue. Réponse de Nathalie Loiseau : «*D'abord, les remises en cause de l'existence de l'ENA ont commencé dès 1945. Quand l'école a été créée, elle a été violemment combattue, non par des progressistes mais par l'aristocratie de l'État, qui considérait un recrutement par concours et un classement de sortie comme une prise de pouvoir d'une sorte de tiers état administratif. Il ne faut pas l'oublier et se demander s'il n'y a pas un brin de relent de conservatisme dans ces critiques. Ensuite, le premier*

qui a été un peu vocal sur la détestation de l'ENA a été Jean-Pierre Chevènement dans les années 1970. C'était alors très emblématique de l'agacement d'une certaine gauche contre l'administration qui avait été considérée comme au service du général de Gaulle, donc de la droite, avant la première alternance. Un seul bord du monde politique a été au pouvoir de 1958 à 1981, l'administration était donc forcément vue comme partisane. Depuis s'opère ce mouvement de balancier au gré des alternances. »

Puis vient aussitôt après le morceau de choix de cet entretien : « *Supprimer l'ENA devient l'argument des hommes politiques sans idées ou des journalistes sans culture. Supprimer, et puis quoi ? Nous avons la chance d'avoir beaucoup de partenariats à travers le monde, puisque nous travaillons dans 126 pays. Jamais je n'ai vu autant d'interrogations sur le recrutement et la formation des futurs décideurs publics. Parce qu'il n'y a pas de réponses simples, je ne dirais pas que l'ENA est la réponse idéale sur*

laquelle il faut se reposer. Mais cette interrogation existe partout et le besoin de bien recruter, de bien former n'a jamais été aussi criant parce que les enjeux du management public n'ont jamais été aussi complexes. »

Ces mots-là risquent de ne guère être appréciés aujourd'hui à l'Élysée car ils constituent, même à deux ans d'intervalle, un camouflet pour Emmanuel Macron.

Et pour Nathalie Loiseau, la petite phrase risque de nouveau de lui coller à la peau et de transformer sa campagne européenne en un véritable calvaire. Car ce qui était vrai de sa présence sur une liste étudiante d'extrême droite dans sa jeunesse l'est tout autant de ses positions versatiles sur l'ENA : un homme politique a le droit de changer d'avis, pour peu qu'il assume publiquement et clairement ses choix et qu'il les justifie devant l'opinion, sans ruser, sans mentir. Sauf à prendre le risque de la versatilité, de l'opportunisme ou de l'insincérité...

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.